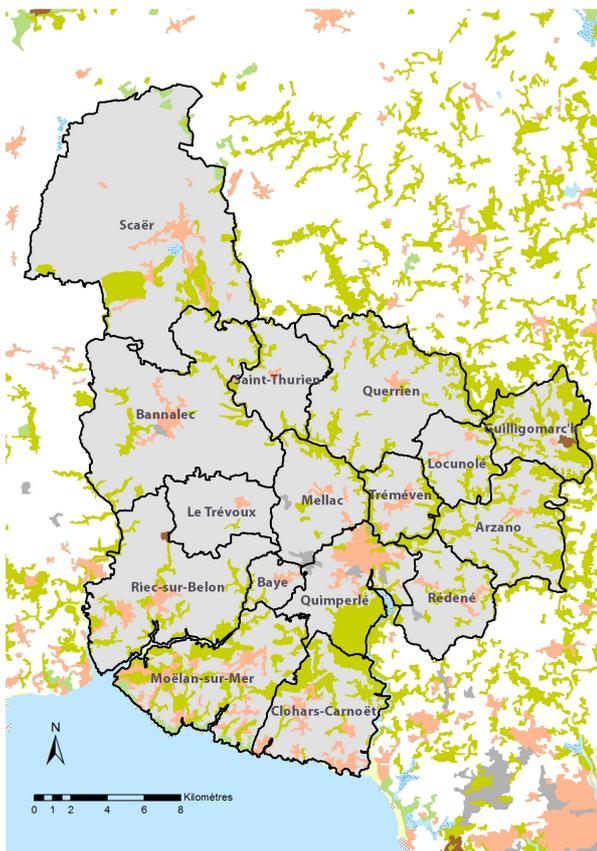


Pays de Quimperlé



Chiffres-Clés

53 890 habitants, soit 16,2% de la pop. cornouaillaise
Communauté de communes la plus peuplée en Bretagne
(INSEE RP 2010)

20 622 actifs en emploi
(INSEE RP 2009)

17 285 emplois, soit 13,4% des emplois en Cornouaille
(INSEE RP 2009)

10 952 emplois salariés privés
(Urssaf 30/06/2012)

832 emplois salariés MSA
(MSA 31/12/2011)

3 771 établissements
(INSEE SIRENE 01/01/2011)

3 436 demandeurs d'emploi cat. ABC
(DIRECCTE Pôle Emploi 30/06/2012)

Sommaire

Synthèse	5
Sources et définitions	6
Quelques rappels de structure 2009	8
■ Une démographie dynamique mais vieillissante	8
■ Une population peu scolarisée et faiblement diplômée	8
■ Un territoire industrialisé, porté par l'agroalimentaire et le travail du papier	9
■ De nombreux flux domicile-travail avec les CA de Lorient et Concarneau	9
L'emploi salarié	10
■ Une hausse des emplois salariés privés depuis mi 2010	10
■ ... portée par les services administratifs et de soutien (intérim)	11
■ Un regain des emplois dans le commerce de détail ces deux dernières années, des pertes dans le commerce de gros depuis 2008	12
■ De nombreuses fluctuations dans l'emploi de l'IAA, de fortes pertes dans le secteur papier-carton, un secteur de la métallurgie assez porteur	13
■ L'emploi salarié du régime de la MSA fortement impacté dans son évolution par le secteur culture-élevage ; une surreprésentation du secteur de la pêche	14
Les établissements	15
■ Encore un établissement sur cinq dans l'agriculture en janvier 2011	15
■ Un volume d'établissements (marchands non agricoles) qui stagne en 2010	15
■ Des créations d'établissements en 2011 plus importantes qu'en moyenne bretonne	16
■ Une hausse marquée des établissements avec de l'emploi salarié privé entre mi 2009 et mi 2011, portée par la construction et le commerce	17
Le marché du travail	18
■ Des demandeurs d'emploi en hausse en 2011 : mi 2012, plus de 3 440 DEFM, dont de nombreuses femmes et de nombreuses activités réduites	18
■ Des besoins de main d'œuvre plus importants qu'en 2011 avec de nombreux projets jugés difficiles et une forte saisonnalité	19
■ 1 290 déclarations uniques d'embauche en CDI entre mi 2011 et mi 2012, 2 580 en CDD de plus d'un mois	20
La construction	21
■ Très peu de surfaces de locaux mises en chantier, surtout portées par l'agriculture, et en diminution sur la période la plus récente	21
■ Une forte construction de logements entre 2004 et 2008, qui s'est ralentie depuis 2009	22

Synthèse

Le Pays de Quimperlé a une démographie dynamique portée par le solde migratoire, mais le territoire est vieillissant, avec une population plus faiblement diplômée et moins scolarisée qu'ailleurs.

Le dynamisme démographique du territoire est lié à sa situation géographique intermédiaire entre Quimper et Lorient. Plus de 15% des actifs de la COCOPAQ vont travailler dans la CA de Lorient, mais également près de 13% dans un autre EPCI de Cornouaille, dont une grande partie vers Quimper et Concarneau.

Le territoire reste fortement industrialisé, porté par l'agroalimentaire et ses 2500 emplois.

Les Papeteries de Mauduit restent également prépondérantes dans son poids industriel.

Le Pays de Quimperlé a connu une croissance depuis mi-2010 du nombre des emplois salariés privés, qui a permis d'approcher, à la fin du premier semestre 2012, le niveau antérieur aux plans sociaux de 2007/2008. Cette croissance se singularise, par rapport aux autres territoires, par son ampleur et sa continuité.

La progression de l'emploi a été portée par les services de soutien dont le travail intérimaire, dans l'agroalimentaire et le bâtiment, selon les acteurs locaux, ainsi que par le domaine commerce/transports/services, dont, en particulier, le commerce en équipement de la personne, à Quimperlé et Mellac.

Les pertes en emplois se sont poursuivies dans l'industrie et, en particulier aux Papeteries de Mauduit, pertes que l'on retrouve également dans le commerce de gros.

A contrario, comme sur la période précédente, la métallurgie continue à gagner des emplois, notamment, chez Guelt.

L'agriculture et la pêche restent plus présentes que dans les territoires voisins, en termes d'emplois et d'établissements.

L'emploi agricole est porté par le secteur culture-élevage, qui représente 38 % des emplois salariés de la MSA. Les emplois dans la pêche sont également fortement surreprésentés, en concentrant 14%.

En 2011, la création d'établissements a été plus forte qu'ailleurs, avec un taux plus important et une hausse par rapport à 2010.

Pour mémoire, l'état des lieux réalisé en 2007, par l'Alef présentait la création d'établissements sur la période 2001/2006, comme plus faible qu'ailleurs.

La création d'entreprises est portée par les auto-entrepreneurs, dont la part est plus forte qu'ailleurs.

Conjuguée à la croissance des emplois salariés privés et à la croissance des établissements, la légère baisse de la création d'entreprises depuis 2009 pourrait signifier la création d'établissements secondaires par des entreprises existantes.

Globalement, le Pays de Quimperlé a plus d'entreprises plus anciennes et moins de plus jeunes.

Les établissements avec emplois salariés privés, qui représentent 36 % de l'ensemble des établissements, sont en hausse depuis mi-2009, portés par la construction et le commerce.

Le secteur commerce/transport/services reste néanmoins, en proportion, toujours inférieur aux autres territoires : 43% des établissements contre 48% en Cornouaille.

Une hausse marquée des demandeurs d'emploi en 2011, avec une forte présence des demandeurs d'emploi ayant une activité réduite et une surreprésentation des femmes par rapport aux territoires voisins.

La croissance du chômage est similaire à celle de Cornouaille, mais supérieure à celle de Lorient.

Les intentions d'embauche ont crû en 2012, pour atteindre 864, restant toutefois sous le niveau de 2010. 69% des projets sont jugés difficiles. 56 % sont des intentions d'embauche d'ouvriers et 58 % sont des emplois saisonniers.

Sur la dernière année d'analyse (mi-2011 à mi-2012) ont été signés 1290 contrats en CDI, dont presque la moitié en services, hors hôtellerie-restauration. Néanmoins, les recrutements ou intentions d'embauches soulignent la spécificité industrielle du territoire.

Le territoire a connu très peu de mises en chantier de surfaces de locaux, en diminution sur la période la plus récente.

La construction est portée par l'agriculture (39 % des surfaces de locaux mises en chantier), puis par le commerce. En dépit de son poids, l'industrie a un taux de construction plus faible qu'ailleurs.

La forte construction de logements de la période 2004-2008 s'est ralentie à compter de 2009, pour passer sous le niveau cornouaillais.

Sources et définitions

Les données sur l'**emploi salarié privé** transmises par l'**Urssaf Bretagne** sont issues de la base de données SEQUOIA. Les employeurs du régime général déclarent leurs cotisations sociales aux Urssaf à l'aide du bordereau récapitulatif des cotisations (BRC) sur lesquels ils portent notamment leurs effectifs.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France dans un secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant

de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

L'effectif salarié figurant sur les BRC est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss.

Les données sur les **déclarations uniques d'embauche** (DUE) transmises par l'**Urssaf**, sont des intentions d'embauche.

La Déclaration Unique d'Embauche, mesure mise en place pour lutter contre le travail illégal et s'inscrivant dans le cadre des simplifications administratives et des mesures en faveur de l'emploi, concerne tout salarié au sens du droit du travail, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

Elle intègre les agents recrutés par des contrats de droit privé dans la fonction publique d'État, les collectivités territoriales, la fonction hospitalière et les établissements publics à caractère administratif. Sont exclus les particuliers employeurs de personnel de maison, les stagiaires avec convention de stage, les vendeurs à domicile, les salariés dont l'embauche est réalisée à l'étranger. Sont omises les déclarations adressées à la Mutualité Sociale Agricole concernant les entreprises relevant de ce régime de protection sociale.

Les données sur l'**emploi salarié agricole** sont les emplois relevant du régime de la **Mutualité Sociale Agricole (MSA)**. Ils correspondent au nombre d'emplois encore en cours d'activité au 31 décembre de l'année. L'activité professionnelle conditionne l'affiliation au régime agricole des actifs. Sont compris les emplois en :

- Exploitation culture-élevage : les cultures spécialisées, les champignonnières, l'élevage spécialisé de gros animaux, l'élevage spécialisé de petits animaux, l'entraînement, le dressage, les haras, la conchyliculture, les marais salants, les cultures et l'élevage non spécialisés et la viticulture
- Organismes de services : Mutualité agricole, le Crédit agricole, les autres organismes professionnels agricoles et le personnel statutaire des sociétés d'intérêt collectif agricole en électricité
- Coopération : le stockage et conditionnement de produits agricoles, de fleurs, de fruits et de légumes, l'approvisionnement, la collecte, le traitement et la distribution de produits laitiers, le traitement de la viande, la conserverie de produits autres que la viande, la vinification, l'insémination artificielle, la sucrerie, la distillation, la meunerie, la

panification, les coopératives diverses, les unions et les fédérations de coopératives

- Travaux agricoles : entreprises qui effectuent des travaux agricoles s'insérant directement dans le cycle de la production végétale, tels que labourage, défrichage, semences, battage ; les entreprises d'entretien et de restauration des parcs et des jardins, et les entreprises paysagistes ;
- Travaux forestiers : la sylviculture, le gemmage, les exploitations de bois et les scieries fixes
- Artisanat rural : petits artisans n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente et dont l'activité concourt à la satisfaction des besoins professionnels des agriculteurs, notamment les forgerons, réparateurs de machines-outils, réparateurs d'instruments ou bâtiments agricoles et leur entretien, bourreliers, sabotiers, tonneliers, charrons, hongreurs, distillateurs ambulants.
- Activités diverses : les gardes-chasses, les gardes-pêche, les jardiniers, les gardes forestiers, les organismes de remplacement et de travail temporaire, les membres bénévoles, les enseignants des établissements d'enseignement agricole.

Les données sur le **dénombrement des établissements (Champ total)** sont issues du Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements (**SIRENE**), et plus particulièrement du **Répertoire des Entreprises et des Établissements (REE)**, qui gère un identifiant unique attribué aux personnes morales et physiques, le numéro Siren, ainsi qu'à chacun de leurs établissements, le numéro Siret.

Le champ des fichiers de dénombrement a été défini de manière à être le plus large possible, en excluant uniquement les unités sans réalité économique ou appartenant à des populations pour lesquelles la qualité du dénombrement serait insuffisante. Ce principe a conduit à retirer du champ des unités non marchandes des populations d'unités « non-employeurs » pour lesquelles peu d'information en dehors de la création initiale parvient à Sirene et où la proportion de faux-actifs est élevée. Ainsi certaines

unités ont été retirées : les associations non marchandes sans salarié, les associations de remembrement, les CCAS, les caisses des écoles sans salarié. De même, afin d'éviter de présenter un trop grand nombre d'établissements secondaires à la même adresse dans le cas des collectivités locales, une sélection a été effectuée excluant celles sans salarié.

Le secteur agricole est mis à disposition même s'il surestime le nombre d'exploitations agricoles (en raison d'un taux de faux-actifs assez important et de la difficulté à suivre dans le répertoire Sirene la transmission des exploitations) ; cela permet d'évaluer approximativement ce secteur sur des territoires ruraux.

Il est déconseillé de comparer les stocks de 2 années consécutives. En effet, une partie des cessations est connue par des enquêtes dont le volume est variable d'une année à l'autre.

Les données sur la **démographie des entreprises et des établissements du champ marchand non agricole** sont également issues de **SIRENE**. La démographie des entreprises et des établissements concerne les mouvements affectant les populations d'entreprises et d'établissements. Elle observe également leur renouvellement par le biais des créations et des disparitions, ainsi que les principaux événements au cours de leur existence. Sont sélectionnées les unités exerçant une activité économique réelle dans les activités de l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

Sont exclues :

- Les unités dont le fonctionnement n'est pas financé par une activité marchande (administrations, collectivités territoriales, organismes sociaux, associations non marchandes...).
- L'agriculture, la sylviculture et la pêche

A partir de 2009, la base de stocks au 1er janvier comprend les associations marchandes qu'elles aient ou non des salariés. En revanche, dans les bases de stocks antérieures à 2009, les associations sans salarié sont exclues. Les activités de location sont sous-estimées dans les fichiers antérieurs au 1er janvier 2007.

Le champ de **l'enquête sur les besoins de main d'œuvre (BMO) réalisée par Pôle Emploi** prend en compte l'ensemble des établissements relevant de l'Assurance chômage, ainsi que les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois, les établissements du secteur agricole, et les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...) ou des

établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des établissements employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (EDF, Banque de France...). Toutes les entreprises concernées n'ont pas répondu au questionnaire, mais les résultats sont redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements.

Les analyses sur la **construction** sont issues de la base de données **Sit@del2** qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les catégories de locaux distinguées par Sit@del2 sont définies par le code de l'urbanisme. La notion de local artisanal a été introduite en octobre 2007 lors de la réforme du droit des sols. Auparavant, les superficies de locaux d'artisanat

étaient incluses dans les données en industrie et commerce. La catégorie « service public » comprend les transports, l'enseignement-recherche, l'action sociale, l'ouvrage spécial, la santé, la culture et les loisirs.

Deux types de séries statistiques sont utilisés :

- en date de prise en compte : date à laquelle il est enregistré dans la base de données.
- en date réelle : date d'autorisation ou de mise en chantier déclarée par le pétitionnaire.

Quelques rappels de structure 2009

Source : INSEE – Recensement de la population / traitement QCD

■ Une démographie dynamique mais vieillissante

Le Pays de Quimperlé compte **53 890 habitants au 1^{er} janvier 2010**, dont 21,9% résident dans la commune de Quimperlé (11 780). Trois autres communes comptent plus de 5 000 habitants : Moëlan-Sur-Mer (6 970 habitants), Bannalec (5 450 habitants), et Scaër (5 290 habitants).

Evolution de la population entre 1999 et 2010

	Population 2010	Evol. pop 99-10		Solde naturel		Solde migratoire		Indice vieillissement 2009
		nb	%	nb	%	nb	%	
CC Quimperlé	53 890	+4 611	+9,4%	-731	-1,5%	+5 342	+10,8%	1,24
CA Lorient	185 515	+4 527	+2,5%	+2 227	+1,2%	+2 300	+1,3%	1,11
CA Concarneau	49 053	+2 476	+5,3%	-1 238	-2,7%	+3 714	+8,0%	1,38
Cornouaille	333 197	+20 550	+6,6%	-5 112	-1,6%	+25 662	+8,2%	1,26
Finistère	897 628	+44 943	+5,3%	+5 304	+0,6%	+39 639	+4,6%	1,07
Bretagne	3 199 066	+291 888	+10,0%	+70 599	+2,4%	+221 289	+7,6%	1,01

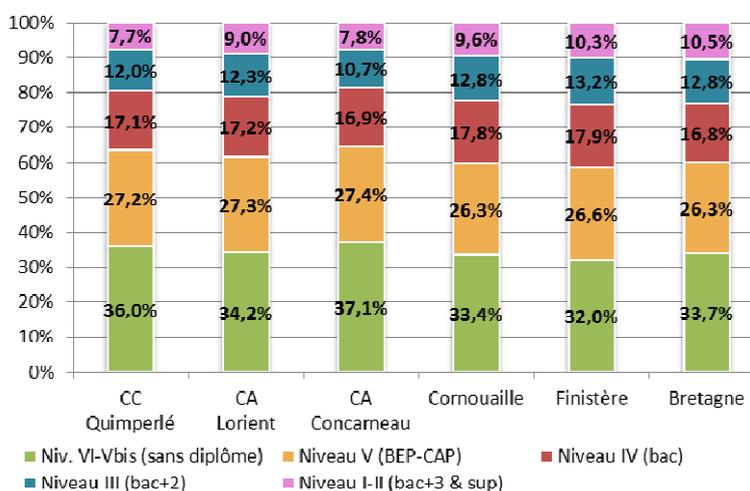
Entre 1999 et 2010, la population de la COCOPAQ a augmenté de **+9,4%**, soit un dynamisme plus important qu'en Cornouaille. Cette forte croissance résulte d'un solde migratoire très positif, tandis que le solde naturel est déficitaire. On compte même des hausses de plus de 20% à Rédéné, Guilligomarc'h, Baye, Le Trévoux ou encore Locunolé.

Mais, à l'instar de la Cornouaille, le Pays de Quimperlé est vieillissant. Il compte environ **125 personnes de plus de 60 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans**, soit un indice de vieillissement équivalent à la moyenne cornouaillaise, et nettement supérieur aux observations départementale et régionale.

■ Une population moins scolarisée et plus faiblement diplômée

Le niveau de formation de la population de la COCOPAQ est relativement faible, avec plus de non-diplômés et moins de diplômés de l'enseignement supérieur. Ce constat s'observe dans les différentes sous-populations (jeunes de 15-24 ans, population active...). Le **taux de scolarisation des 15-24 ans est seulement de 62%**, soit 4 points de moins qu'en Cornouaille et 5 points de moins qu'en Bretagne. Il est également inférieur de 3 points à celui observé à Concarneau Cornouaille

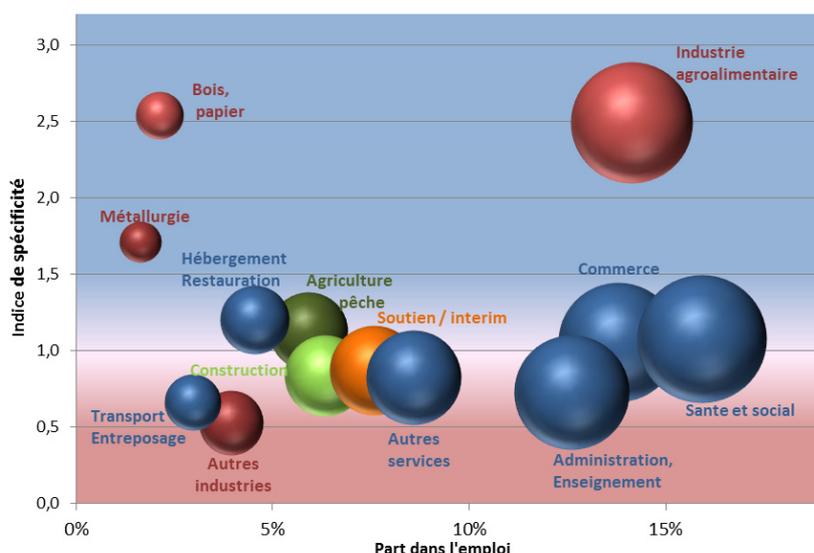
Niveau de formation des 15 ans et + non scolarisés en 2009



Le Pays de Quimperlé compte **plus de 14 600 personnes de 15 ans ou plus sans aucun diplôme, soit 36%** de la population non scolarisée. Cette proportion est supérieure de plus de 2 points aux moyennes cornouaillaise et régionale. Les titulaires de BEP-CAP sont également surreprésentés. Il en découle un déficit de diplômés dès le niveau IV. Globalement, seuls 37% des habitants de la COCOPAQ sont au minimum bacheliers, contre 40% en moyenne en Bretagne, et 41% dans le Finistère. Notons que les non diplômés sont encore plus nombreux dans l'agglomération de Concarneau, et qu'on retrouve la même proportion de diplômés de niveau Bac+3 ou supérieur (environ 8%).

■ Un territoire industrialisé, porté par l'agroalimentaire et le travail du papier

Part des secteurs dans l'emploi total de la COCOPAQ, indices de spécificité¹ par rapport à la région en 2009



Parmi les **17 550 emplois du Pays de Quimperlé**, plus de **5 000** dépendent des secteurs de l'administration, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale, soit **28,5%** des emplois. Cette proportion est toutefois inférieure à celle observée en moyenne en Bretagne et Cornouaille (32%).

Les secteurs les plus surreprésentés par rapport à la région sont l'industrie agroalimentaire et le travail du papier. L'IAA, déjà fortement surreprésentée en Cornouaille, l'est encore plus dans la COCOPAQ, avec **2 480 emplois**, soit

plus de 14% des emplois. Le travail du bois et papier concentre lui seulement 2,1% des emplois, mais cette part est 2,5 fois plus forte qu'en moyenne en Bretagne. Cette spécificité sectorielle de la fabrication de papier/carton est propre au territoire du Pays de Quimperlé, le secteur étant plutôt sous-représenté en Cornouaille. Elle s'explique par la présence des « Papeteries de Mauduit ». Dans une moindre mesure, les secteurs de la métallurgie, de l'hôtellerie-restauration et de l'agriculture sont également plus présents dans la COCOPAQ qu'en moyenne régionale. A contrario, les autres industries, le transport-entreposage, les autres services, et la construction sont sous-représentés en termes d'emplois sur le territoire par rapport à la Bretagne.

■ De nombreux flux domicile-travail avec les CA de Lorient et Concarneau

Près de 13 300 personnes habitent et travaillent au sein de la COCOPAQ. Néanmoins, près de **7 100 actifs résidant dans le Pays de Quimperlé travaillent en dehors de l'EPCI, soit 35% des actifs en emploi**. A contrario, 24% des emplois de la COCOPAQ sont détenus par des personnes venant de l'extérieur, soit moins de 4 200 emplois.

Déplacements domicile-travail des actifs en emploi en 2009

	Lieu de travail des habitants de la COCOPAQ		Lieu de résidence des actifs en emploi à la COCOPAQ	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Pays de Quimperlé	13 270	65,2%	13 270	76,0%
CA du Pays de Lorient	3 140	15,4%	1 697	9,7%
Concarneau Cornouaille	1 290	6,3%	1 002	5,7%
Quimper Communauté	1 041	5,1%	237	1,4%
CC du Pays du Roi Morvan	520	2,6%	350	2,0%
Reste Pays de Cornouaille	281	1,4%	190	1,1%
Reste Finistère	255	1,3%	232	1,3%
Reste Pays De Lorient	196	1,0%	259	1,5%
Reste Morbihan	251	1,2%	160	0,9%
Reste Bretagne	118	0,6%	55	0,3%
Total	20 361	100,0%	17 452	100,0%

Les échanges les plus nombreux s'effectuent avec l'agglomération de Lorient : + de 3 100 actifs résidant dans la COCOPAQ vont y travailler, et 1 700 actifs habitant la CA du Pays de Lorient ont un emploi dans le Pays de Quimperlé.

Les flux domicile-travail avec Concarneau Cornouaille concernent également près de 2 300 actifs en emploi, et sont assez équilibrés. Par contre, si plus de 1 000 habitants de la COCOPAQ vont travailler sur Quimper Communauté, le flux inverse est beaucoup plus faible.

¹ L'indice de spécificité est la part de l'emploi d'un secteur dans l'emploi total de la zone rapportée à la part de l'emploi du secteur dans l'emploi total en région. Un indice supérieur à 1 indique une surreprésentation de l'emploi sectoriel par rapport en région, et inversement un indice inférieur à 1 indique une sous-représentation. Lecture : L'IAA représente 14% des emplois de la COCOPAQ, soit 2,5 fois plus qu'en moyenne bretonne. Le cercle est proportionnel au volume d'emplois du secteur.

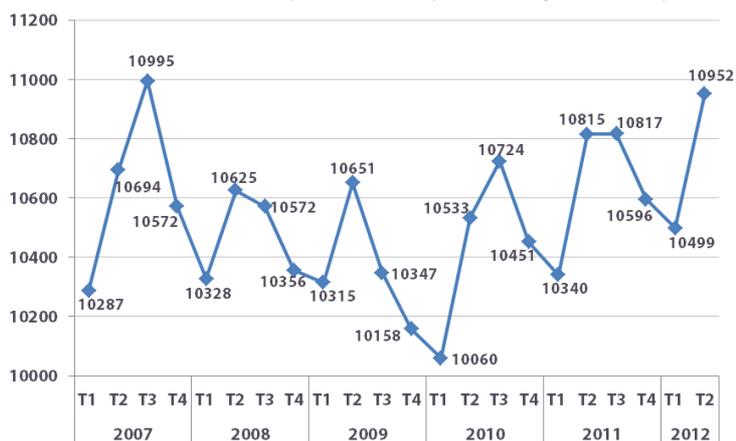
L'emploi salarié

■ Une hausse des emplois salariés privés depuis mi 2010...

Source : Urssaf Bretagne – Emplois salariés privés – Données brutes / traitement QCD

Le Pays de Quimperlé compte environ 10 950 emplois salariés privés au 30 juin 2012, soit près de 14% des effectifs salariés du Pays de Cornouaille. Cet effectif est en hausse sur les 2 dernières années : + 420 emplois salariés privés par rapport au 30 juin 2010, soit +4%.

Evolution du nombre d'emplois salariés privés - Pays de Quimperlé

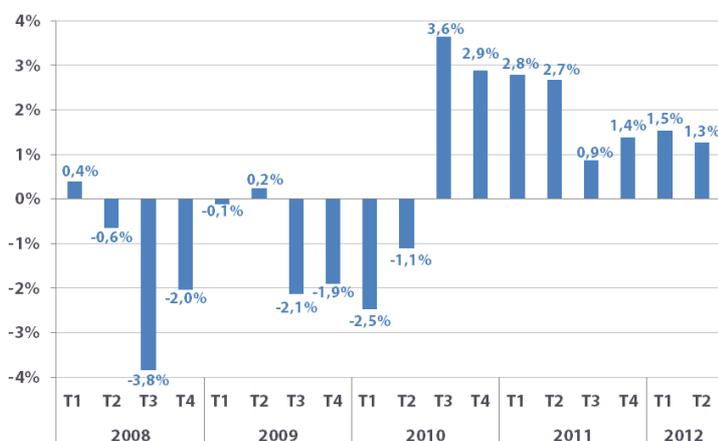


Le nombre d'emplois salariés privés est très fluctuant au cours de l'année : il est généralement relativement bas à la fin des 1^{er} et 4^{ème} trimestres, et plus haut à la fin des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres.

Depuis début 2007, l'effectif salarié le plus bas a été atteint à la fin du 1^{er} trimestre 2010, avec seulement 10 060 emplois salariés privés, tandis que l'on comptait près de 11 000 emplois salariés privés au 30 septembre 2007.

Mais, après de fortes baisses en 2008, 2009 et début 2010, l'emploi salarié privé est reparti à la hausse depuis le 3^{ème} trimestre 2010, et il ne cesse de croître depuis.

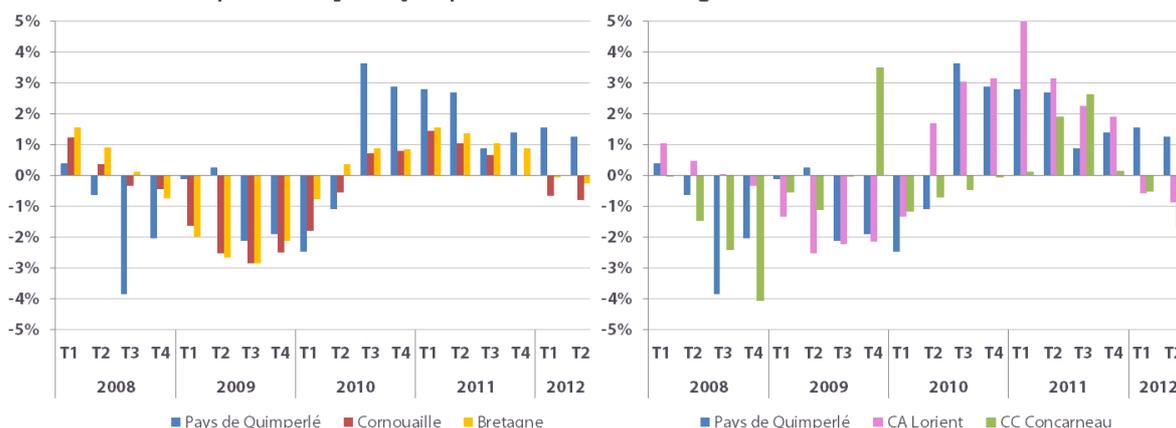
Taux d'évolution annuelle chaque trimestre – Pays de Quimperlé



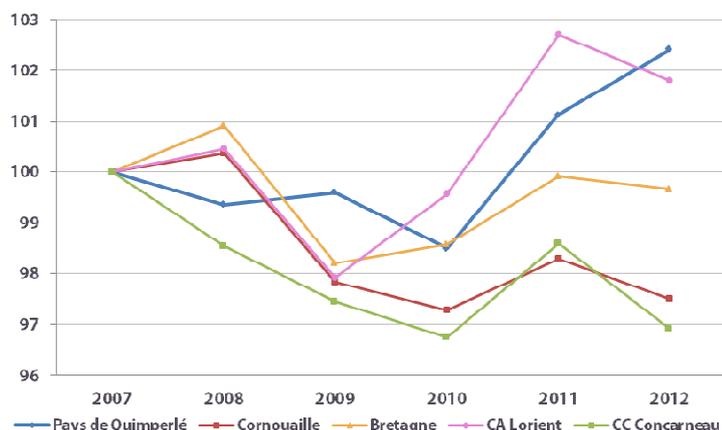
Ainsi, avec 10 950 emplois salariés privés fin juin 2012, on compte 420 emplois de plus que fin juin 2009, soit une hausse de +4%. Sur ces deux dernières années, l'emploi a quasiment stagné en Cornouaille et dans l'EPCI voisin de Concarneau Cornouaille (+0,2%), et il a progressé mais dans une moindre ampleur dans l'ensemble de la Bretagne et dans la CA de Lorient (respectivement +1,1% et +2,2%).

Et, si l'on se focalise **sur les deux premiers trimestres 2012**, on constate que **l'emploi salarié continue de progresser dans le Pays de Quimperlé, alors qu'il diminue sur tous les autres échelons géographiques.**

Taux d'évolution annuelle chaque trimestre Comparaison Pays de Quimperlé, Cornouaille, Bretagne, CA Lorient, CC Concarneau



Evolution de l'emploi salarié privé au 30/06 de chaque année
Base 100 au 30/06/2007



Globalement, **sur ces 5 dernières années**, on a observé une **hausse de 260 emplois salariés privés, soit +2,4%**, et ce, malgré les fortes baisses entre 2007 et 2010: à l'instar de l'échelon breton, -1,5% entre juin 2007 et 2010.

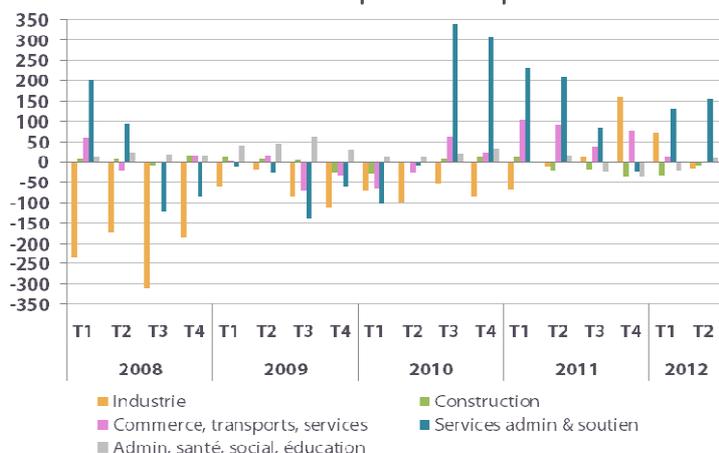
Dans le même temps, on a observé une diminution des emplois en Cornouaille (-2,5%) et une quasi-stagnation en moyenne bretonne (-0,3%). Dans les EPCI voisins, le Pays de Lorient a également vu ses emplois croître mais dans une moindre mesure (+1,8%, soit + 870 emplois), et Concarneau Cornouaille a subi de fortes pertes (-3,1%, soit une perte de + de 300 emplois).

... portée par les services administratifs et de soutien (intérim)

Source : Urssaf Bretagne – Emplois salariés privés – Données brutes / traitement QCD

Avec 1 560 emplois salariés privés fin juin 2012, **le secteur des services administratifs et de soutien (principalement intérim) a vu ses effectifs croître: + 365 emplois salariés en 2 ans**. Les acteurs locaux l'attribuent à l'agro-alimentaire, de manière générale, ainsi qu'à la construction qui s'en sert de variable d'ajustement, quand l'avenir est incertain. Dans le même temps, le secteur du commerce, transport et services a également gagné 90 emplois salariés et celui de de l'administration, santé, action sociale et enseignement une trentaine, tandis que la construction et l'industrie ont chacun perdu une trentaine d'emplois salariés.

Evolution annuelle en volume chaque trimestre par secteurs d'activité

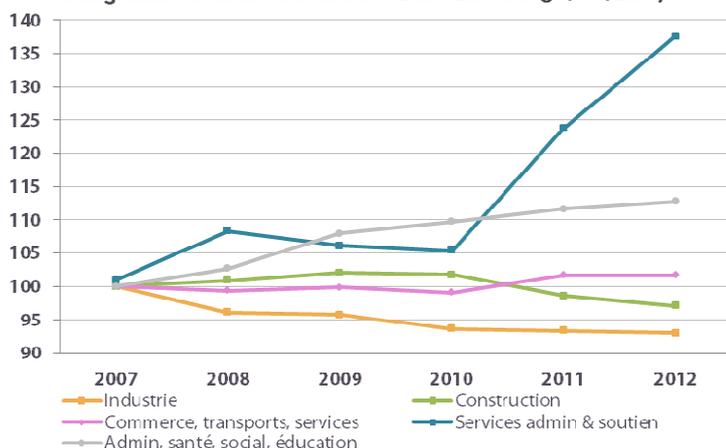


Depuis le 30 juin 2007, **l'emploi salarié privé dans l'administration, enseignement, santé, social a progressé de +13% (+ 110 emplois)**. Sur la même période, les commerces, transports et services ont gagné 60 emplois.

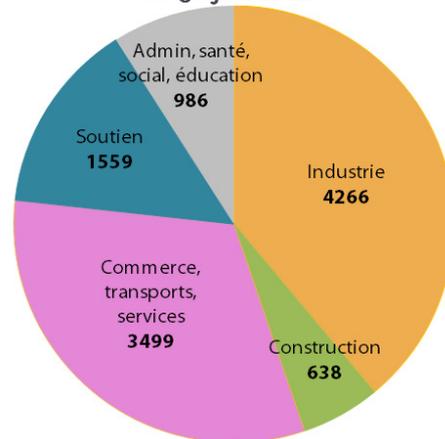
Mais, la principale progression s'observe dans les services de soutien (principalement intérim), avec une hausse de 430 emplois salariés privés en 5 ans (+38%). Cette croissance a été très forte ces deux dernières années (+450 emplois).

A contrario, le secteur industriel a perdu plus de 320 emplois. Si la baisse continue en 2011-2012, elle est de moindre ampleur, et on y compte encore près de 4 270 emplois salariés.

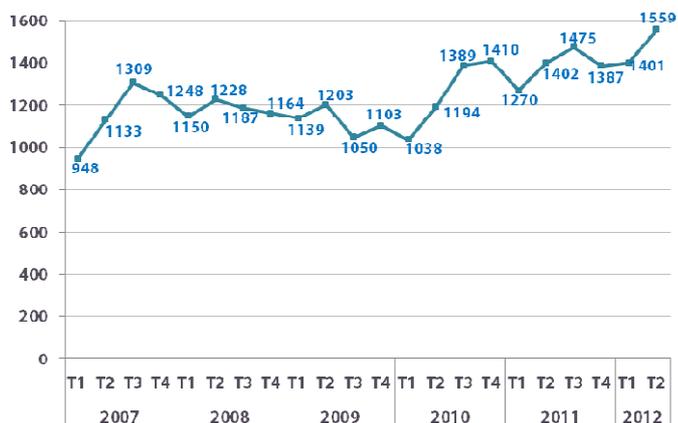
Evolution de l'emploi salarié privé au 30/06 de chaque année
Par grands secteurs d'activité - Base 100 au 30/06/2007



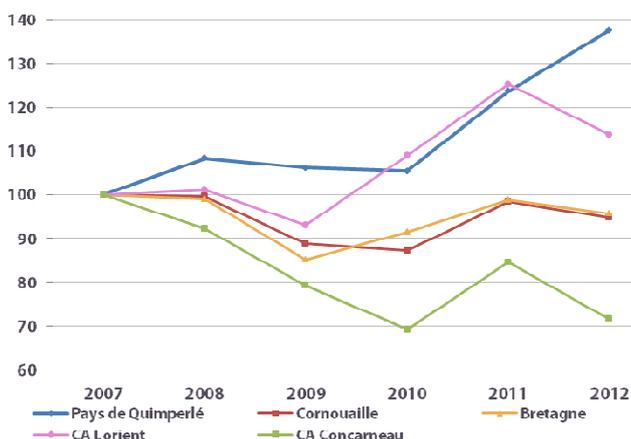
Emplois salariés privés par grands secteurs
Au 30 juin 2012



Evolution de l'emploi en volume dans les activités et de soutien Trimestriel – Pays de Quimperlé



Evolution de l'emploi salarié - Activités de soutien Base 100 au 30/06/2007



La Pays de Quimperlé se caractérise par une forte **croissance des emplois des services de soutien entre le 2^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012**, alors que tous **les autres territoires voient ces emplois reculer sur la même période** : +11%, contre respectivement -15% dans la CA de Concarneau, -9% dans la CA de Lorient et -3-4% en moyenne en Cornouaille ou en région. Cette progression vient confirmer la reprise de l'activité intérimaire observée depuis le 1^{er} trimestre 2010. Notons qu'entre 2007 et 2010, les emplois de services administratifs et de soutien s'étaient, à l'instar de

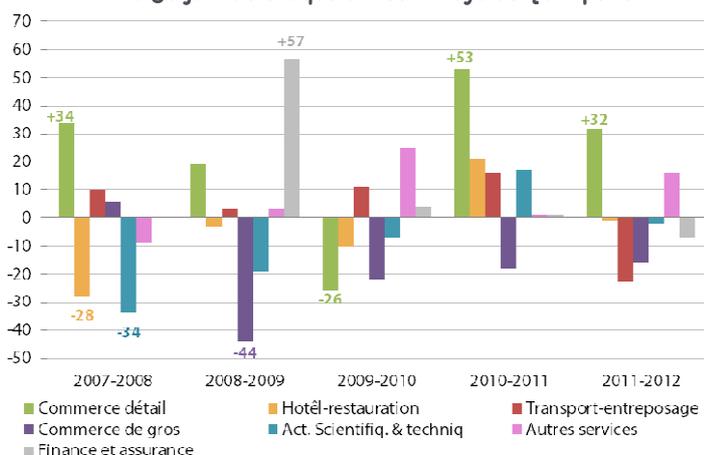
l'agglomération lorientaise, maintenu, alors qu'ils subissaient déjà de fortes pertes aux autres échelons géographiques.

Au 30 juin 2012, plus de **14% des emplois salariés de la COCOPAQ dépendent du secteur des services administratifs et de soutien** (principalement intérim), soit 1 point de plus que dans l'agglomération lorientaise, **5 à 6 points de plus qu'en moyenne en Cornouaille et Bretagne**, et 9 points de plus que dans la CA de Concarneau.

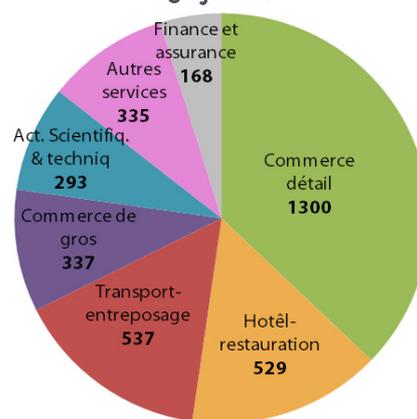
■ Un regain des emplois dans le commerce de détail ces deux dernières années, des pertes dans le commerce de gros depuis 2008

Parmi les 3 500 emplois salariés privés du secteur du commerce, des transports et services, **1 300 emplois** dépendent du **commerce de détail**, environ **540 du transport-entrepôts**, et **530 de l'hôtellerie-restauration**.

Evolution annuelle en volume par secteur tertiaire marchand Au 30 juin de chaque année – Pays de Quimperlé



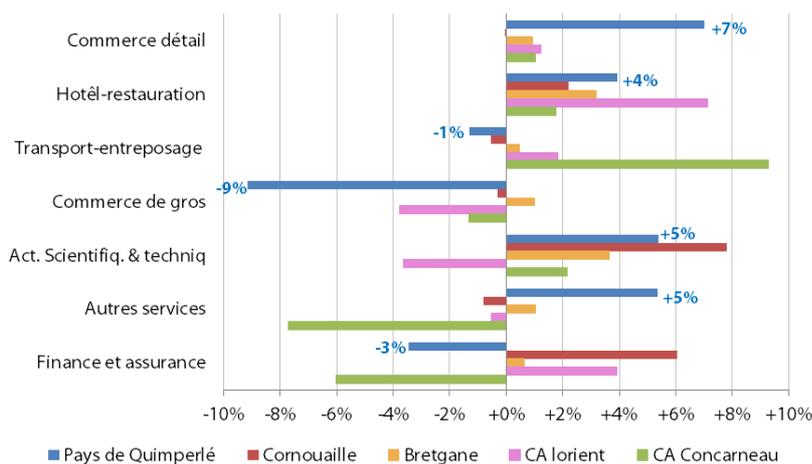
Emplois salariés privés par secteur tertiaire marchand Au 30 juin 2012



Les emplois salariés dans le commerce de détail sont globalement **en hausse** sur les 5 dernières années : + 110 emplois (+ 9%), dont **+85 sur les deux dernières années**. Cette hausse est nettement supérieure à celle des autres échelons géographiques. Elle s'observe principalement à Quimperlé et Mellac dans l'alimentaire et l'habillement.

Les nombreux emplois créés début 2009 dans le secteur de la finance et de l'assurance compensent la baisse enregistrée sur Quimper, liée à une comptabilisation différente des effectifs du Crédit Mutuel de Bretagne.

Taux d'évolution entre le 30 juin 2010 et le 30 juin 2012 par secteur tertiaire marchand



A contrario, le **commerce de gros a perdu une centaine d'emplois salariés privés sur 5 ans (-22%)**, dont 1/3 aux papeteries de Mauduit.

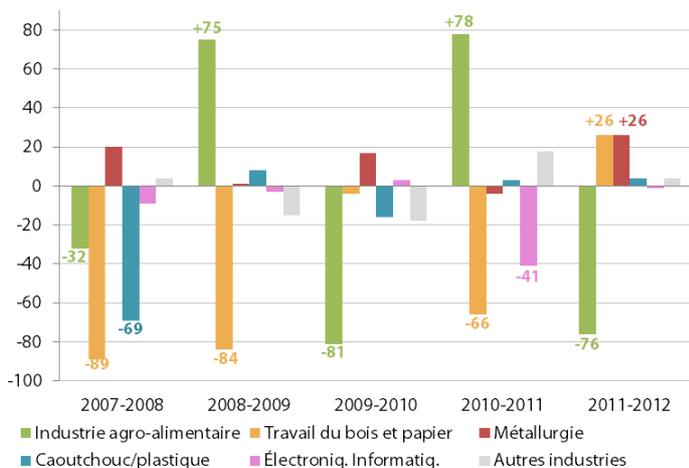
Les activités scientifiques et techniques (comptabilité, activité de sièges sociaux, architecture...), ont progressé ces deux dernières années, mais elles ont perdu environ 45 emplois sur 5 ans (-13%).

De même, sur les 2 dernières années, l'hôtellerie-restauration a gagné une vingtaine d'emplois salariés, mais cette hausse ne compense pas les pertes observées entre 2007 et 2010.

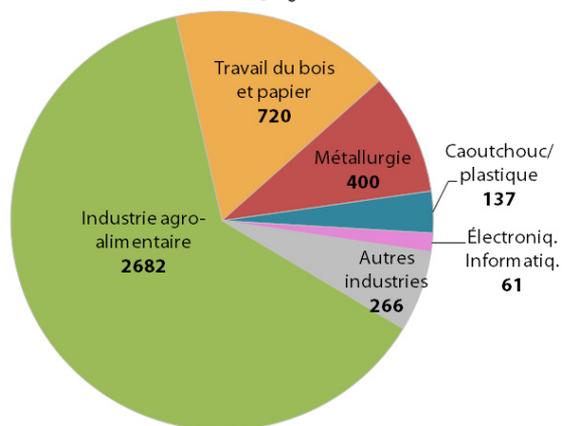
De nombreuses fluctuations dans l'emploi de l'IAA, de fortes pertes dans le secteur papier-carton, un secteur de la métallurgie assez porteur

Parmi les 4 270 emplois salariés privés du secteur industriel, plus de **2 680 emplois** (63%) dépendent de **l'industrie agro-alimentaire**, dont la moitié chez Bigard. Ce **volume fluctue de plus ou moins 80 emplois chaque année**, mais au final on compte **seulement une perte de -1,3% sur 5 ans** (environ 35 emplois salariés privés).

Evolution annuelle en volume par secteur industriel Au 30 juin de chaque année



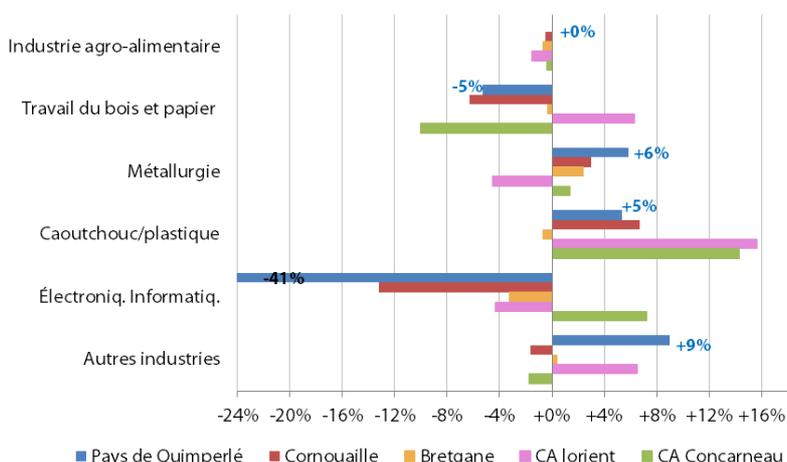
Emplois salariés privés par secteur industriel Au 30 juin 2012



L'industrie du papier, bois, carton a perdu de nombreux emplois, principalement aux Papeteries de Mauduit, depuis mi 2007 : **près de 220 emplois salariés privés** de moins en 5 ans (-23%), dont 40 ces deux dernières années. Elle concentre toutefois encore 720 emplois salariés, soit 17% de l'industrie.

Troisième secteur industriel dans le pays de Quimperlé avec 400 emplois salariés privés mi 2012, **le travail des métaux a gagné une soixantaine d'emplois salariés ces 5 dernières années (+18%)**, et notamment une vingtaine depuis 2010, représentant une hausse de +6% supérieure à celles observées en Cornouaille et en région.

Taux d'évolution entre les 30 juin 2010 et 2012 par secteur industriel



La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques a perdu 70 emplois salariés : une perte de 90 emplois salariés avec le transfert de Bolloré à Ergué-Gabéric début 2008, et d'une dizaine chez IsoBox en 2010, compensée en partie par l'installation de CADDAC en 2008 à Riec-sur-Bélon.

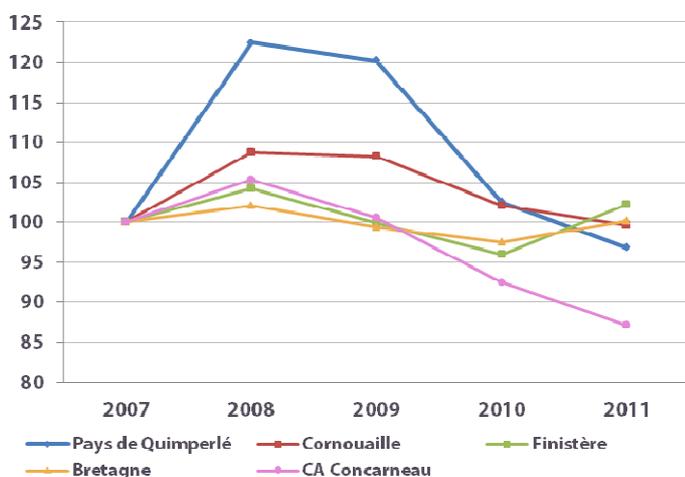
La fabrication d'équipements électriques, électroniques, et informatiques a elle perdu environ 40 emplois salariés au premier trimestre 2011 (CHUBB Sécurité), d'où une perte de plus de 40% sur les deux dernières années.

■ L'emploi salarié du régime de la MSA fortement impacté dans son évolution par le secteur culture-élevage ; une surreprésentation du secteur de la pêche

Source : MSA d'Armorique / traitement QCD

Le Pays de Quimperlé compte plus de **830 emplois salariés affiliés au régime de la MSA au 31 décembre 2011**, soit 14% des effectifs de Cornouaille. Cela représente plus de 7% de l'emploi salarié privé de la COCOPAQ. On comptait près de 860 emplois salariés agricoles fin 2007. Les effectifs salariés plus importants observés en 2008 et 2009, seraient dus, selon la MSA, à une gestion différente des contrats des ramasseurs de volailles ces deux années.

Evolution de l'emploi salarié MSA - Base 100 au 31/12/2007



Globalement sur 5 ans, le Pays de Quimperlé a perdu une trentaine d'emplois salariés affiliés MSA. Cette perte de -3% est moindre que celle dans l'agglomération de Concarneau (110 emplois de moins, soit -13%). Mais, la tendance est moins favorable qu'en moyenne en Cornouaille et en Bretagne, où les effectifs ont stagné sur la période.

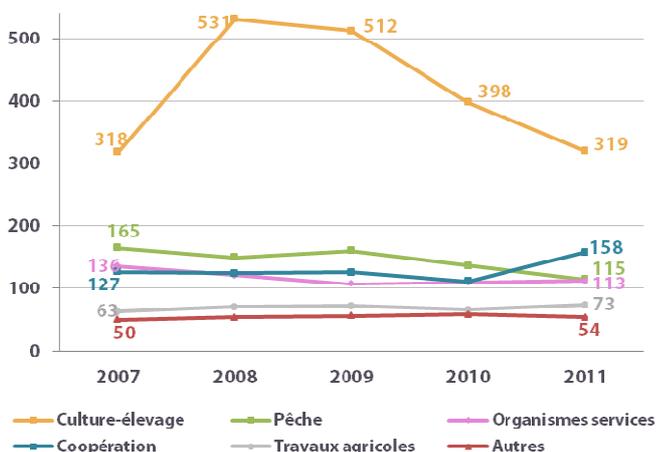
Sur la seule année 2011, la perte s'élève à environ 45 emplois, soit une baisse de -6%, équivalente à celle de la CA de Concarneau, tandis que cet effectif a progressé en région.

Le secteur « culture-élevage » compte environ 320 emplois salariés agricoles fin 2011, comme fin 2007. La forte fluctuation dans l'intervalle aurait été artificiellement créée par une comptabilisation

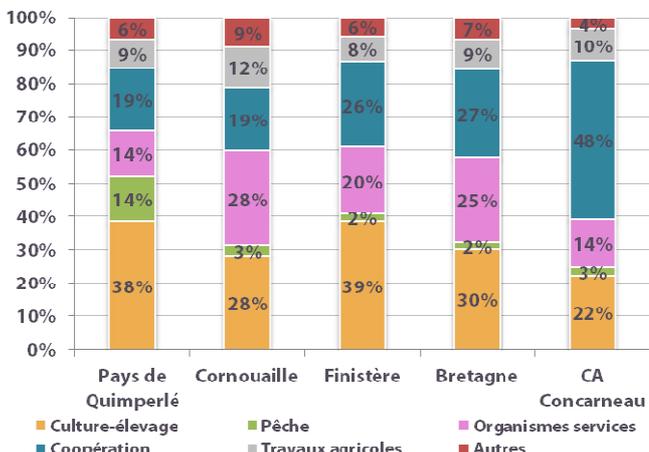
différente des contrats. Le secteur « culture-élevage » représente 38% de l'emploi salarié affilié à la MSA dans le Pays de Quimperlé, proportion proche de la moyenne finistérienne mais bien plus élevée qu'en moyennes cornouaillaise et bretonne. **Les salariés du secteur conchylicole sont également fortement surreprésentés**, au nombre de 115 fin 2011, **concentrant 14% des emplois salariés MSA** contre 2-3% aux autres échelons géographiques.

A contrario, bien qu'en hausse en 2011 avec 45 emplois salariés supplémentaires, les activités de coopération sont très peu présentes au regard de la CA de Concarneau : 19% des emplois salariés affiliés MSA contre 48%. Et, les emplois salariés dans les organismes de service sont également sous-représentés (14% contre 28% en Cornouaille).

Evolution de l'emploi salarié MSA par secteurs Pays de Quimperlé



Secteurs de l'emploi salarié MSA au 31/12/2011



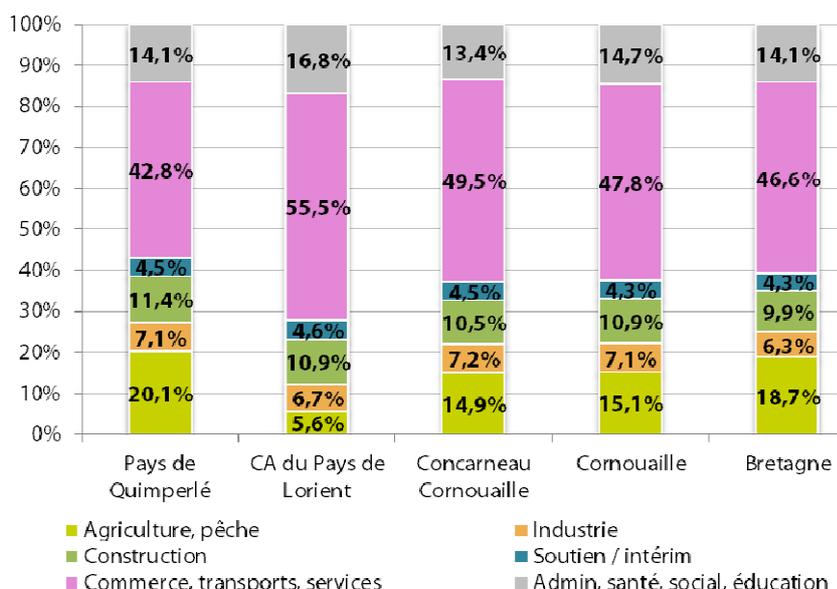
Les établissements

■ Encore un établissement sur cinq dans l'agriculture en janvier 2011

Source : INSEE Sirene – Dénombrement – Champ Total / traitement QCD

On dénombre **3 770 établissements dans le Pays de Quimperlé** (3670 en 2010), soit 15% des établissements cornouillais. Ce volume est proche de celui de Concarneau Cornouaille Agglomération (3 680 établissements).

Répartition des établissements par grands secteurs au 1^{er} janvier 2011



760 établissements dépendent du secteur de **l'agriculture-pêche**, soit **20% des établissements** de la COCOPAQ. C'est 5 points de plus qu'en moyenne en Cornouaille.

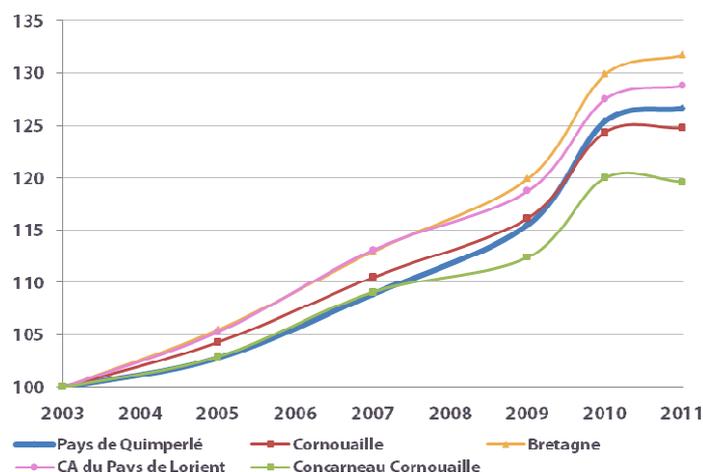
Si les établissements de commerce, transport et services sont les plus nombreux (plus de 1 600), ils sont moins nombreux qu'aux autres échelons géographiques : 43% des établissements, contre 48% dans l'ensemble de la Cornouaille. On retrouve 470 établissements de commerce de détail et automobile, 270 dans l'hôtellerie-restauration, 170 dans les activités scientifiques et techniques, et environ 100 chacun dans l'immobilier, le commerce de gros et la banque-assurance.

Le secteur de l'administration, santé, social, enseignement compte lui 530 établissements, et la construction 430. Si le premier représente 14% des établissements, soit une proportion conforme à la moyenne régionale, le second est légèrement surreprésenté au regard des autres périmètres. Enfin, l'industrie, avec 270 établissements, représente comme en Cornouaille un peu plus de 7% des établissements, avec notamment 80 établissements dans l'industrie agroalimentaire.

■ Un volume d'établissements (marchands non agricoles) qui stagne en 2010

Source : INSEE Sirene – Champ Marchand Non Agricole / traitement QCD

Evolution du nombre d'établissements (MNA) - Base 100 au 01/01/2003



On compte **2 816 établissements marchands non agricoles** en janvier 2011. A l'image de la Cornouaille, ce volume avait progressé de +16% entre 2003 et 2009, avant de connaître une hausse spectaculaire de +9% en un an, en lien avec la création du statut d'auto-entrepreneur.

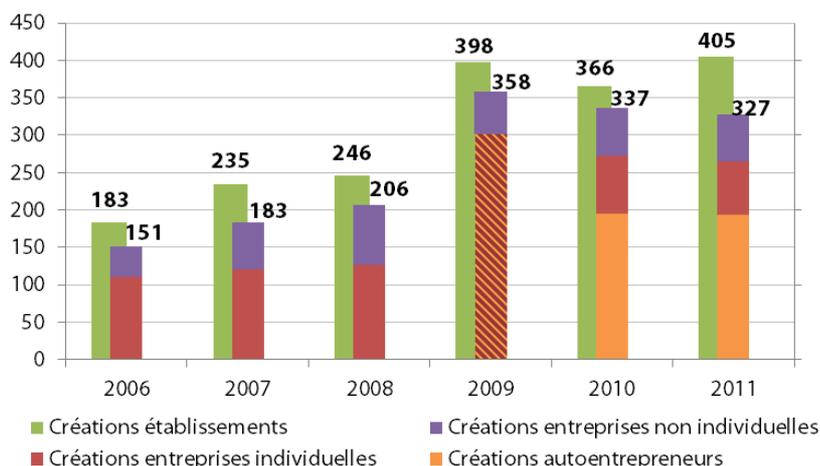
A l'instar des autres échelons géographiques, l'année 2010 a été marquée par une stagnation du nombre d'établissements. Notons que Concarneau Cornouaille Agglomération a même vu son nombre d'établissements légèrement reculer.

■ Des créations d'établissements en 2011 plus importantes qu'en moyenne bretonne

Source : INSEE Sirene – Champ Marchand Non Agricole – 1^{er} janvier/ traitement QCD

En 2010, le territoire de la COCOPAQ compte **405 créations d'établissements** et **327 créations d'entreprises**. Parmi ces dernières, 62 sont des créations d'entreprises non individuelles, et 265 des créations d'entreprises individuelles, dont 193 sous le statut d'auto-entrepreneur.

Evolution des créations d'établissements et entreprises



On constate une **légère hausse des créations d'établissements en 2011**, qui sont au nombre de 405, soit 40 de plus qu'en 2010 et un volume proche de 2009.

Ce n'est pas le cas des créations d'entreprises, au nombre de 327 en 2011, contre 337 en 2010 et 358 en 2009. Comme en 2010, ces créations sont portées pour **59% par des auto-entrepreneurs**, 22% par d'autres entreprises individuelles et 19% par des entreprises non individuelles. Notons que la part d'auto-entrepreneurs parmi les créations d'entreprises n'atteint que 52% en moyenne cornouaillaise.

La forte augmentation observée en 2009 s'explique en partie par la mise en place du statut d'auto-entrepreneur au 1^{er} janvier. On constate à contrario cette même année une baisse des créations d'entreprises non individuelles (57 en 2009 contre 79 en 2008), alors qu'elles étaient en hausse les années précédentes. En 2011, le nombre de créations d'entreprises non individuelles (62) est proche de ceux observés en 2009 et 2010.

Taux de créations d'établissements et d'entreprises

Le **taux de créations d'établissements atteint 14,4% en 2011** dans le pays de Quimperlé. Il est supérieur à tous les autres échelons géographiques, y compris à celui de l'agglomération lorientaise (13,7%) et à la moyenne bretonne (13,6%).

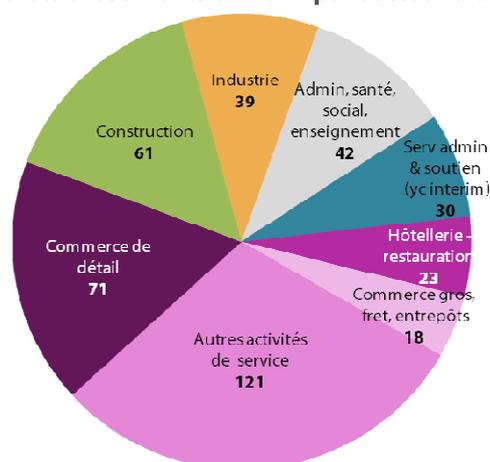
Le **taux de créations d'entreprises atteint lui seulement 13,3%**. A l'instar des autres périmètres géographiques, il est en diminution par rapport à 2010. Comme pour le taux de création d'établissements, il est supérieur aux moyennes cornouaillaise et finistérienne. Mais, il se situe en deçà du niveau observé dans la CA de Lorient ainsi que dans l'ensemble de la Bretagne.

	Etablissements			Entreprises	
	2009	2010	2011	2010	2011
Pays de Quimperlé	15,5%	13,1%	14,4%	13,8%	13,3%
CA Lorient	16,6%	14,6%	13,7%	15,3%	13,7%
CA Concarneau	13,3%	12,0%	12,6%	12,5%	12,3%
Cornouaille	14,3%	12,9%	12,5%	13,4%	12,3%
Finistère	15,0%	14,0%	12,6%	14,6%	12,5%
Bretagne	16,2%	14,8%	13,6%	15,5%	13,4%

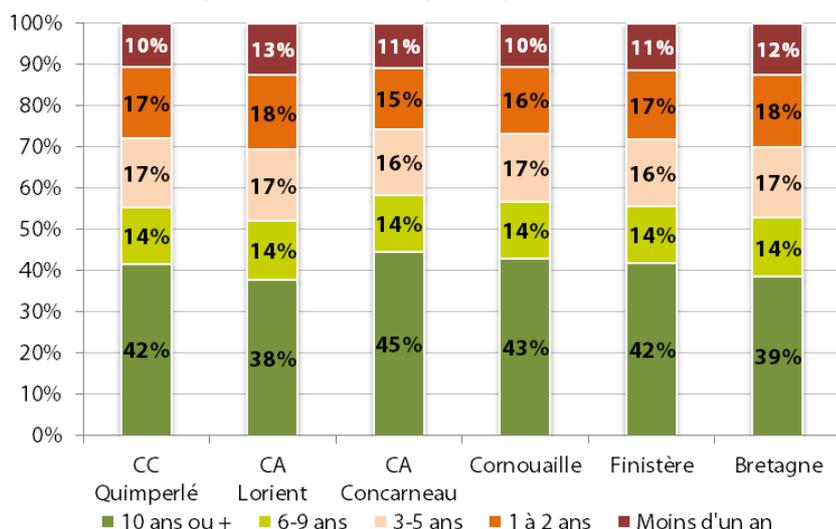
Créations d'établissements en 2011 par secteur d'activité

Parmi les 405 créations d'établissement, 120 soit près de 30% concernent le secteur des autres activités de services (activités des sièges sociaux – conseil de gestion ; réparation ordinateurs et biens personnels ; activités immobilières ; activités spécialisées scientifiques et techniques ; activités d'architecture et ingénierie, etc.). Cela reste inférieur de 2 points aux créations cornouaillaises.

Globalement, la répartition des créations d'établissements par secteur d'activités dans le Pays de Quimperlé est proche de celle observée en moyenne en Cornouaille. Seul le secteur de l'industrie est légèrement surreprésenté avec près de 40 créations (10% contre 8%).



Répartition des entreprises par durée de vie en 2011



Comme en Cornouaille, 10% des entreprises ont moins d'un an. Cette proportion est plus faible de 2 points qu'en moyenne en région. Elle est en recul par rapport à 2010, où elle atteignait 15%.

A l'inverse, les entreprises d'au minimum 10 ans représentent 42% des entreprises de la COCOPAQ, soit 3 points de plus qu'en moyenne bretonne. Notons que cette part atteint 45% dans la CA de Concarneau et seulement 38% dans celle de Lorient.

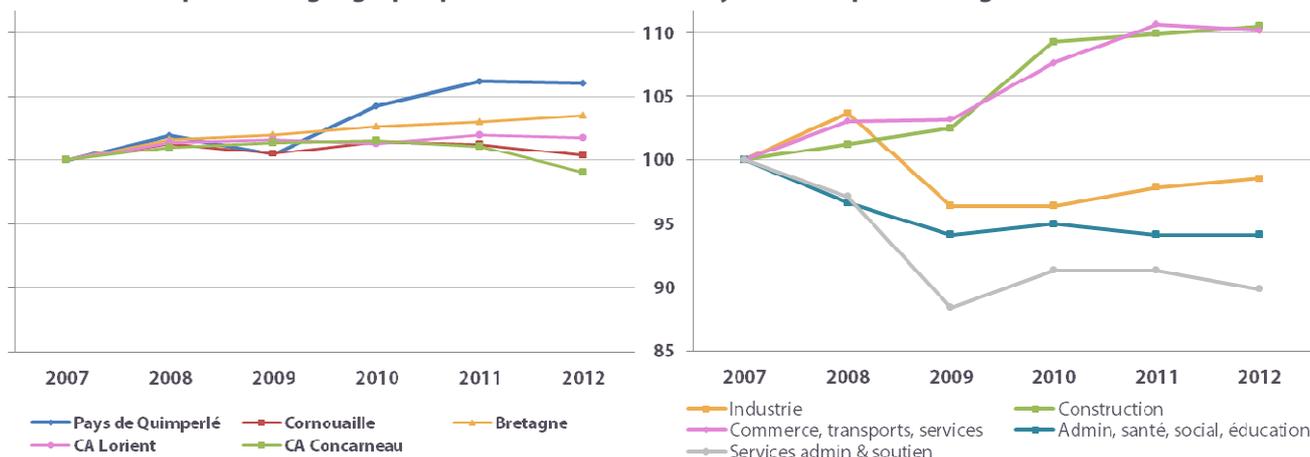
■ Une hausse marquée des établissements avec de l'emploi salarié privé entre mi 2009 et mi 2011, portée par la construction et le commerce

Source : Urssaf Bretagne – Etablissements avec emplois salariés privés – Données brutes / traitement QCD

Selon l'INSEE, 64% des établissements de la COCOPAQ ne comptent aucun salarié, contre 61% en moyenne cornouaillaise. 30% des établissements ont entre 1 et 9 salariés, 5% entre 10 et 49 salariés et 1% plus de 50.

Si l'on ne prend en compte que les **établissements comptabilisant de l'emploi salarié privé**, ils sont au nombre de **1 218 dans le Pays de Quimperlé au 30 juin 2012** (selon l'URSSAF), soit 12,8% des établissements de Cornouaille. Cet effectif est en **hausse de +6% en 5 ans**.

Evolution du nombre d'établissements avec de l'emploi salarié privé - Base 100 au 30/06/2007



Le nombre d'établissements comptant de l'emploi salarié privé a plus progressé sur la période qu'en moyenne dans les autres échelons géographiques. Ainsi, on compte près de 70 établissements de plus fin juin 2012 par rapport à mi 2007, alors que l'ensemble de la Cornouaille observe une hausse globale de seulement 35 établissements. Cette progression a été particulièrement importante entre mi 2009 et mi 2011, alors que ce volume a stagné sur la dernière année. Deux secteurs ont fortement porté cette hausse : la construction et le secteur tertiaire marchand, connaissant chacun une augmentation en 5 ans de

+10% (respectivement +17 et +67 établissements). On compte notamment 45 nouveaux établissements dans le commerce de détail (principalement dans l'équipement de la personne à Mellac et Quimperlé). A noter également 12 établissements bancaires supplémentaires, dus à la comptabilisation différente du Crédit Mutuel. A contrario, le nombre d'établissements a stagné voire diminué sur la même période dans les services administratifs et de soutien, le secteur tertiaire non marchand et l'industrie. Pour ce dernier, on constate néanmoins un léger regain du volume d'établissements depuis mi 2010.

Le marché du travail

■ Des demandeurs d'emploi en hausse en 2011 : mi 2012, plus de 3 440 DEFM, dont de nombreuses femmes et de nombreuses activités réduites

Source : Pôle emploi – INSEE – Données au 31/12 avec historique / Pôle Emploi – DIRECCTE – Données au 30/09/2012 / traitement QCD

Au 30 juin 2012, le Pays de Quimperlé compte près de **3 440 demandeurs d'emploi de catégorie ABC²**, dont 1 980 de catégorie A. L'indice de chômage³ atteint 8,6%, soit un indice plus faible qu'aux autres échelons géographiques. Cependant, la faible proportion de catégorie A par rapport au volume de catégories ABC tire cet indice vers le bas. Si l'on rapporte l'ensemble des DEFM de catégorie ABC à la population active, on obtient un indice de 15,0% dans la COCOPAQ, équivalente à la moyenne bretonne et juste en deçà de l'observation cornouaillaise (15,8%). Les **nombreux demandeurs d'emploi de catégorie B et C** (avec une activité réduite) sont à mettre en relation avec la forte présence de l'intérim et des CDD en particulier dans l'agroalimentaire.

Indice de chômage et catégories, caractéristiques des DEFM de cat. ABC au 30/09/2012

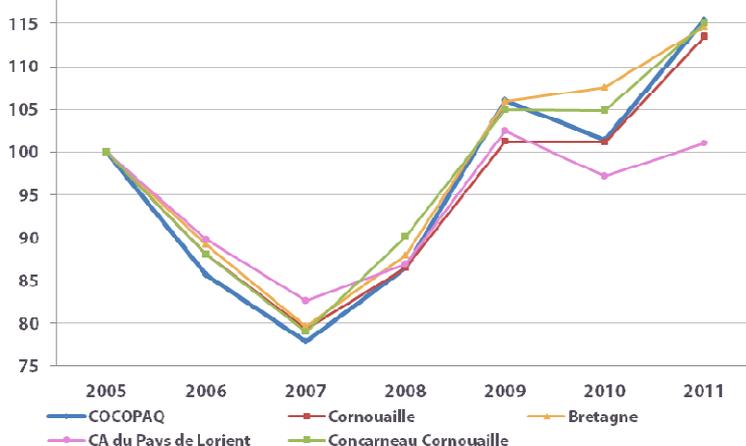
	Nb DEFM cat. A	Indice chômage	Nb DEFM cat. ABC	Part DEFM cat. BC	Part - de 25 ans	Part 50 ans & +	Part Femmes	Part DELD (> 1 an)
CC Quimperlé	1 982	8,6%	3 436	42,3%	16,9%	22,8%	54,4%	35,4%
CA Lorient	8 960	11,1%	14 508	38,2%	18,3%	21,4%	51,9%	40,1%
CA Concarneau	2 076	9,9%	3 439	39,6%	14,4%	24,1%	51,2%	38,9%
Cornouaille	14 126	9,7%	22 985	38,5%	16,0%	22,3%	52,1%	37,6%
Finistère	38 102	9,6%	60 823	37,4%	16,8%	20,7%	52,7%	37,8%
Bretagne	132 952	9,3%	215 304	38,2%	16,9%	19,9%	52,5%	37,1%

Concernant la répartition par âge et sexe des demandeurs d'emploi de catégorie ABC, près de 23% sont âgés de plus de 50 ans dans le Pays de Quimperlé, soit 3 points de plus qu'en moyenne bretonne, et 0,5 point de plus qu'en Cornouaille. Néanmoins, cette proportion est plus faible que dans l'agglomération de Concarneau. Les jeunes de moins de 25 ans représentent eux près de 17% des DEFM, comme en moyennes régionale et départementale. D'autre part, les **femmes sont surreprésentées** : plus de 54% des DEFM

de la COCOPAQ, contre environ 52% à tous les autres échelons géographiques, et ce, quelle que soit la tranche d'âge.

Les demandeurs d'emploi, inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi (DELD), représentent plus de 35% des DEFM de catégorie ABC, proportion très inférieure à celle observée aux autres échelons géographiques (entre 37% et 40%).

Evolution des DEFM cat. A (Base 100 au 31/12/2005)



A l'instar des autres échelons géographiques, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a fortement augmenté entre fin décembre **2010 et 2011 : +240 DEFM**, soit une hausse de +14%. Cette augmentation dépasse la baisse observée en 2010. Globalement, depuis fin 2005, et malgré la forte diminution en 2006 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté d'environ +15% (+400) dans le Pays de Quimperlé, comme en moyenne bretonne. Parmi nos périmètres étudiés, seule l'agglomération lorientaise a vu son nombre quasi stagner.

² Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Les catégories B et C regroupent les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte ou longue au cours du mois.

³ L'indice de chômage est le rapport entre les DEFM de catégorie A au 30 juin 2012 et la population active de 15-64 ans en 2009

■ Des besoins de main d'œuvre plus importants qu'en 2011 avec de nombreux projets jugés difficiles et une forte saisonnalité

Source : Pôle emploi – Enquête BMO 2012 / traitement QCD

Le bassin d'emploi de Quimperlé, périmètre utilisé dans l'enquête sur les besoins de main d'œuvre, reprend les communes du Pays de Quimperlé, excepté Scaër (Bassin de Quimper), Moëlan-Sur-Mer et Riec-Sur-Bélon (Bassin de Concarneau). Les données suivantes excluent donc les besoins de main d'œuvre exprimés dans ces trois communes.

Etablissements recruteurs et projets de recrutement 2012

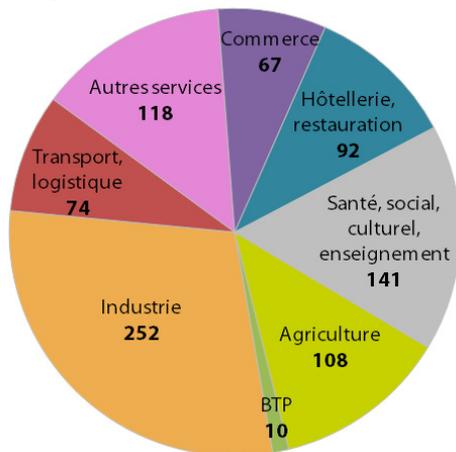
	Part établ. recruteurs	Nb projets recrutement	Part jugés difficiles	Part saisonniers
Bassin Quimperlé	15,4%	864	69,2%	57,6%
Bassin Lorient	16,4%	4 592	44,4%	37,5%
Bassin Concarneau	22,6%	1 380	45,6%	69,4%
Cornouaille approximé*		9 749	44,9%	56,8%
Finistère		26 335	47,2%	52,5%
Bretagne	19,5%	85 620	47,4%	46,0%

*Bassins Quimper + Quimperlé + Concarneau + Douarnenez + Pont l'Abbé

cette proportion est supérieure de 20 points à tous les autres échelons géographiques. Mais, à l'instar de la Cornouaille, **la part de saisonnier est importante : 58% des projets**, soit 12 points de plus qu'en région.

Plus de 56% des projets de recrutements concernent des ouvriers, dont près de 6 sur 10 non qualifiés. En fait, les ouvriers non qualifiés des industries agroalimentaires regroupent à eux seuls plus de 200 projets de recrutements, dont la quasi-totalité en saisonnier.

Projets selon la famille professionnelle



Si l'on ne compte que 45 projets de recrutements d'ingénieurs et cadres, plus de 80% sont jugés difficiles et moins de 25% sont saisonniers.

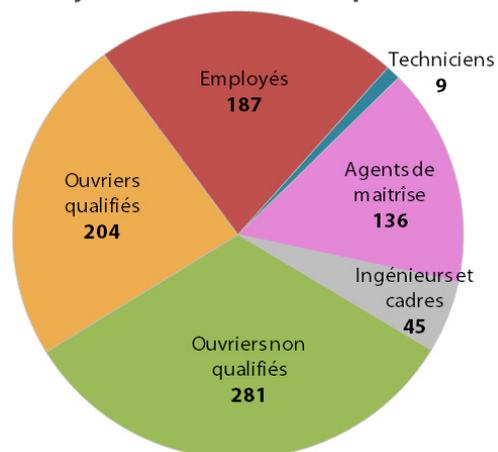
Plus de 250 projets concernent des métiers industriels. Mais, comme pour la logistique, 80% sont saisonniers. Seuls 3 domaines présentent relativement peu de saisonnalité : l'hôtellerie-restauration (92 projets, dont 30% saisonniers et 97% jugés difficiles, les autres services (aux particuliers, banque-assurance...) et le BTP qui ne présente que 10 projets, mais tous jugés difficiles et aucun saisonnier.

On compte **864 projets de recrutement en 2012 dans le bassin de Quimperlé**, soit près de 300 de plus qu'en 2011, mais une centaine de moins qu'en 2010.

Seuls 15% des établissements du bassin ont déclaré des projets de recrutement, alors que cette proportion atteint près de 20% en moyenne bretonne.

69% des projets sont jugés difficiles :

Projets selon le niveau de qualification



Les métiers les plus recherchés en 2012

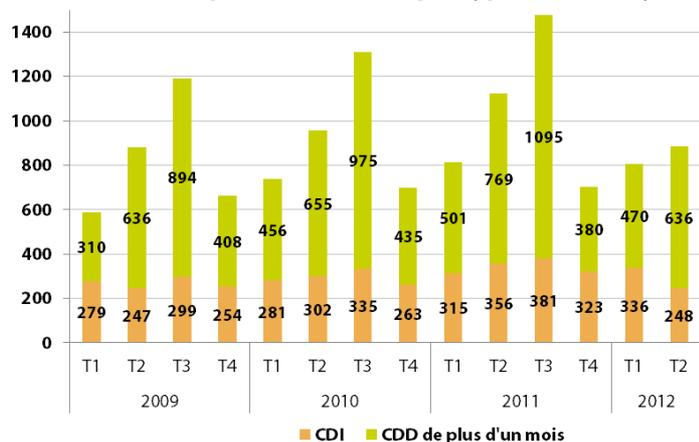
	Nb projets recrutement	Difficultés à recruter	Emplois saisonniers
Ouvriers non qualifiés des industries agro-alimentaires	200	75,0%	95,0%
Professionnels de l'animation socioculturelle	88	97,4%	91,4%
Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine	60	96,4%	45,8%
Ouvriers qualif. de la manutention	49	87,0%	95,7%
Employés de libre-service	48	100,0%	73,3%
Maraîchers, horticulteurs salariés	42	28,4%	43,3%
Agents de sécurité et de surveillance, enquêteurs privés	38	0,0%	0,0%
Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales	30	100,0%	0,0%
Jardiniers salariés, paysagistes	24	0,0%	100,0%
Ouvriers qualifiés des industries agro-alimentaires	24	58,2%	41,8%
Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles	18	72,8%	72,8%
Éleveurs salariés	18	27,2%	0,0%
Serveurs de cafés, de restaurants et commis	18	100,0%	0,0%
Formateurs (y compris moniteurs d'auto-école)	18	23,7%	52,5%

■ 1 290 déclarations uniques d'embauche en CDI entre mi 2011 et mi 2012, 2 580 en CDD de plus d'un mois

Source : Urssaf Bretagne – Déclarations uniques d'embauche – Données brutes / traitement QCD

Dans cette partie, nous ne prendrons en compte que les déclarations uniques d'embauche (DUE) de plus d'un mois. En effet, celles de moins d'un mois (entre 10 000 et 12 000 par an dans le Pays de Quimperlé) sont difficilement interprétables.

Déclarations uniques d'embauche par type dans le Pays de Quimperlé



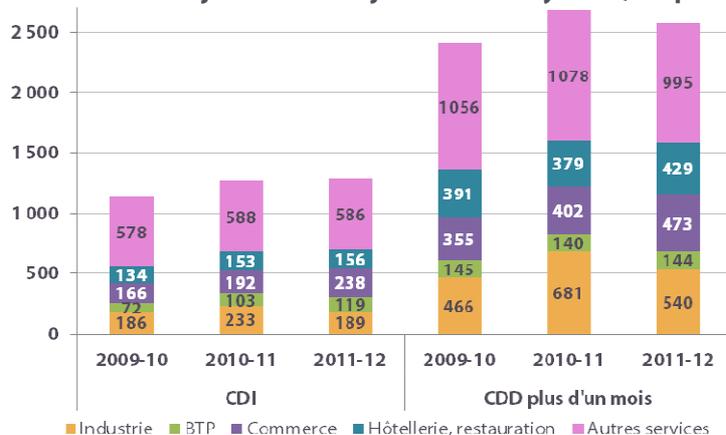
On compte dans le Pays de Quimperlé entre 250 et 380 déclarations uniques d'embauche en Contrat à Durée Indéterminée par trimestre entre début 2009 et mi 2012. La fluctuation de ce type de DUE est nettement moindre que pour les CDD (plus d'un mois). En effet, ces derniers sont très affectés par la saisonnalité des activités, avec une forte activité lors des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. Ainsi, le volume de DUE en CDD de plus d'un mois dans le Pays de Quimperlé varie sur les 1^{er} et 4^{ème} trimestres entre 300 et 500, et sur les 2^{ème} et 3^{ème} entre 650 et 1 100.

Globalement, la COCOPAQ cumule **1 290 déclarations uniques d'embauche en CDI** entre

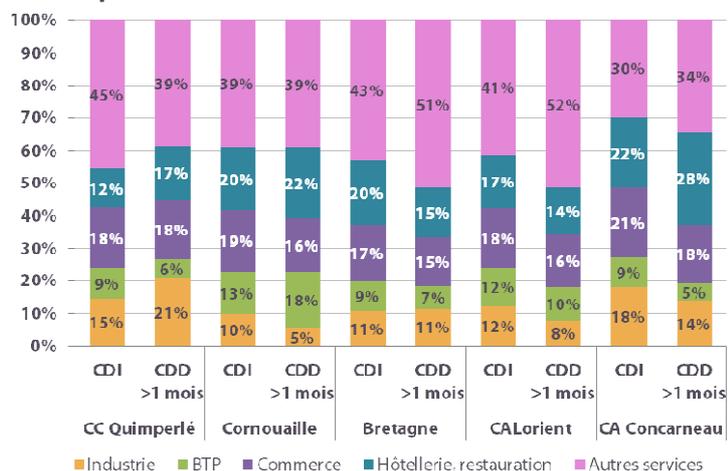
le 3^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012 (13% des DUE cornouaillaises), contre 1 270 l'année précédente et 1 140 entre mi 2009 et mi 2010. Elles sont plus nombreuses que dans la CA de Concarneau (entre 1 080 et 1 180 selon les années). Concernant les déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois, le Pays de Quimperlé en compte 2 580 sur la dernière année, soit une centaine de moins qu'entre mi 2010 et mi 2011, et 170 de plus qu'entre mi 2009 et mi 2010. Contrairement aux CDI, ces déclarations d'embauche sont moins nombreuses que dans la CA de Concarneau.

DUE par secteurs entre juillet 2011 et juin 2012 – Pays de Quimperlé

Parmi les **DUE en CDI**, près de **590 portent sur le secteur des services** (hors hôtel-restaurant), soit 45%. Cette proportion est nettement plus forte qu'aux autres échelons géographiques : elle est par exemple de seulement 30% dans la CA de Concarneau et en moyenne de 39% en Cornouaille. A contrario, les DUE en CDI dans le secteur de l'hôtellerie-restauration sont sous-représentés : 12% contre 20% en moyennes cornouaillaise et bretonne. Le commerce représente lui 18% de ces DUE, proche du niveau observé aux autres échelons géographiques.



DUE par secteurs entre mi 2011 et mi 2012



Quel que soit le type de DUE, l'industrie est ainsi fortement surreprésentée dans le Pays de Quimperlé, du fait de sa structure productive. **L'industrie concentre ainsi 15% des DUE en CDI** et cette proportion atteint même **21% des DUE en CDD** (+ d'un an). Comme pour l'hôtellerie-restauration, on retrouve une plus forte proportion d'industries dans les intentions d'embauche en CDD qu'en CDI, du fait de la forte saisonnalité de ces secteurs. A contrario, les autres services sont moins présents dans les DUE en CDD, même s'ils en représentent 39%. Et, notons que cette proportion atteint plus de 50% en moyenne bretonne.

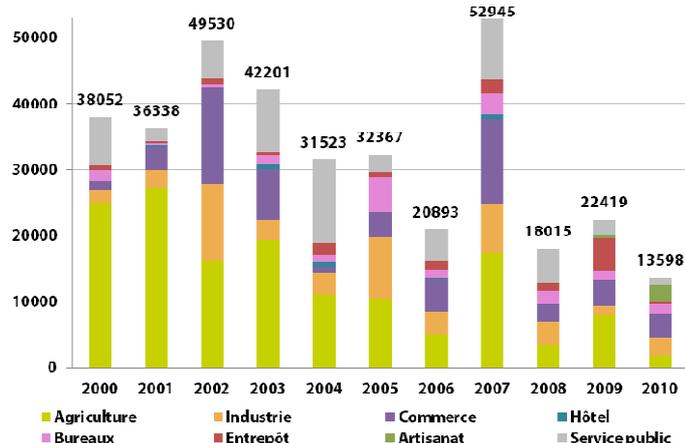
La construction

Source : DREAL Bretagne - SOeS, Sit@del2 – 2000-2008 / En date réelle – 2009-2012 En date de prise en compte / traitement QCD

■ Très peu de surfaces de locaux mises en chantier, surtout portées par l'agriculture, et en diminution sur la période la plus récente

Entre 2000 et 2008, 187 000 m² de locaux ont été commencés sur le Pays de Quimperlé, soit moins de 20 800 m² par an. Entre 2009 et 2011, la construction de locaux a encore diminué avec moins de 18 800 m² mis en chantier par an.

Surfaces locaux commencés en m² dans le Pays de Quimperlé



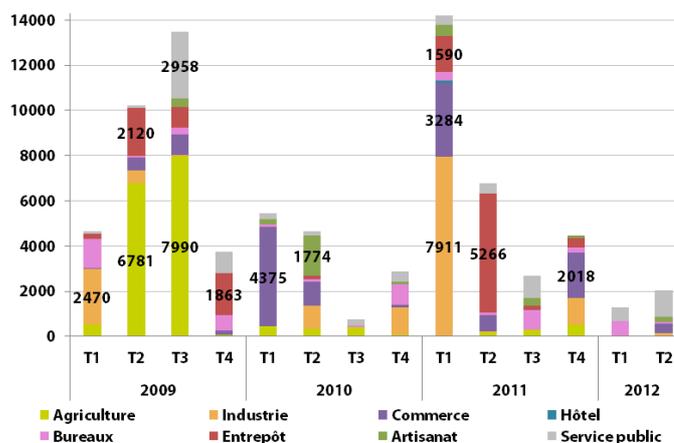
Sur l'ensemble de la décennie, **39% des surfaces** mises en chantier concernent des **locaux agricoles** (plus de **150 000 m²**). Cette proportion est plus forte qu'aux autres échelons géographiques : 36% en Bretagne et 28% en Cornouaille.

A l'instar de la Cornouaille, le **commerce** concentre 17% des surfaces de locaux commencées, avec environ **65 000 m²** mis en chantier entre 2000 et 2011. Mais, c'est 5 points de plus qu'en moyenne régionale. Néanmoins, cela représente, comme en moyenne bretonne et dans le Pays de Lorient, **104 m² par an pour 1 000 habitants** ; ce ratio atteignant 110 m² en Cornouaille et surtout plus de 160 m² dans la CA de Concarneau.

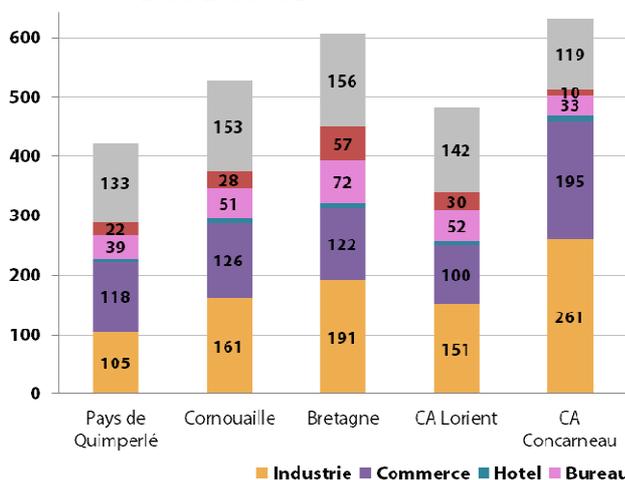
On retrouve également **65 000 m²** de mises en chantier de **locaux de services publics**. Mais, quelle que soit la période, le **nombre de m² annuel pour 1000 habitants est nettement plus bas qu'en Cornouaille ou en région** : respectivement 133 m² contre 153 et 156 entre 2000 et 2008, et seulement 45 m² entre 2009 et 2011 contre 106 et 135).

Malgré la forte présence de l'**industrie** sur le territoire, seules 15% des surfaces commencées entre 2000 et 2011 en dépendent (environ **60 000 m²**). Cela représente **97 m² annuel pour 1 000 habitants**, alors que ce ratio atteint 145 m² en Cornouaille et 154 m² dans l'ensemble de la Bretagne.

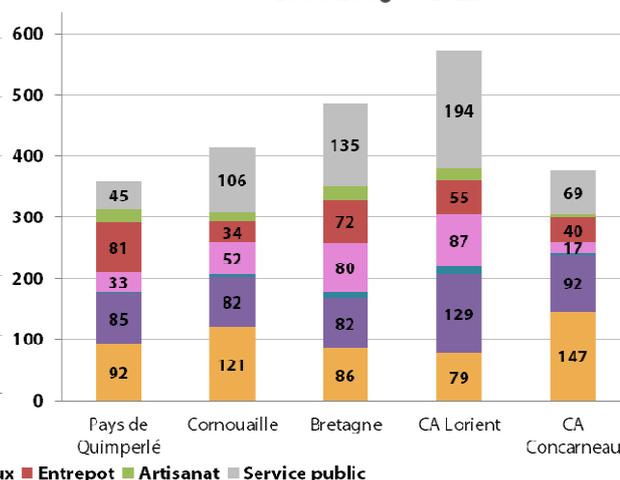
Surfaces locaux commencés en m² dans le Pays de Quimperlé



Surfaces locaux commencés annuellement en m² rapportées à la population (hors agriculture) Entre 2000 et 2008



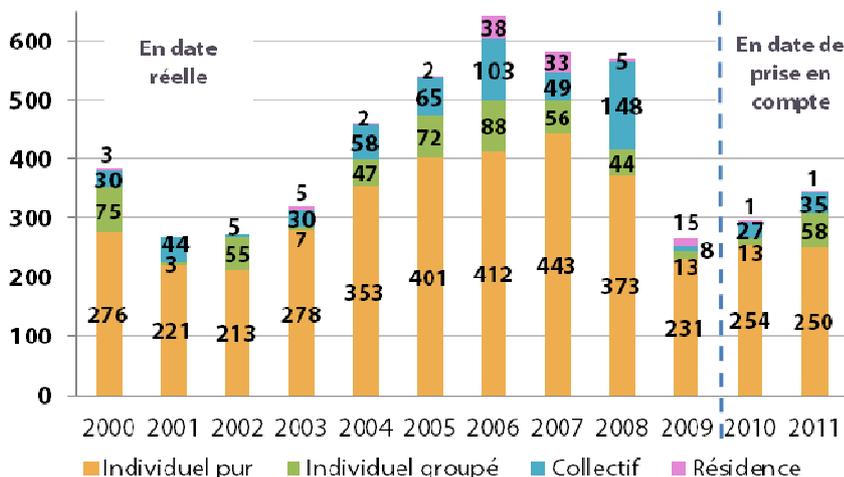
Entre 2009 et 2011



■ Une forte construction de logements entre 2004 et 2008, qui s'est ralentie depuis 2009

On peut distinguer 3 périodes distinctes de mises en chantier depuis le début de la décennie 2000 dans le Pays de Quimperlé : entre 2000 et 2003, on compte en moyenne 310 logements commencés par an ; entre 2004 et 2008 cette moyenne annuelle atteint près de 560 logements commencés par an ; entre 2009 et 2011, cette moyenne est redescendue autour de 300 logements mis en chantier par an.

Nombre de logements commencés dans le Pays de Quimperlé

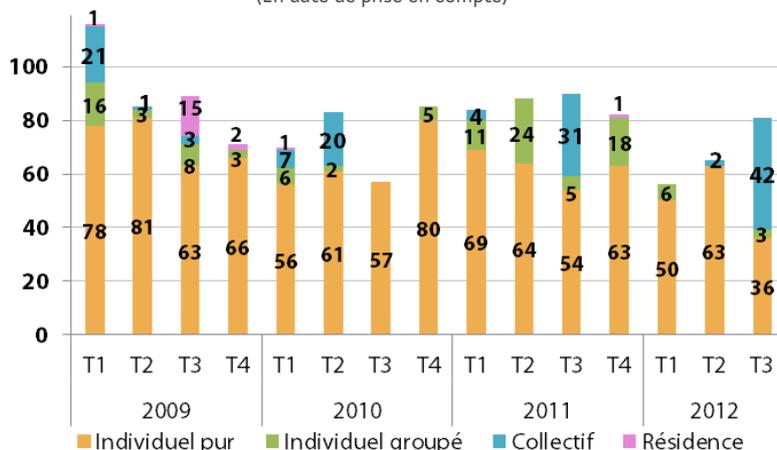


Entre 2000 et 2003, comme entre 2009 et 2011, quand les mises en chantier sont moins nombreuses, près de 80% concernent la construction d'individuel pur. Cette proportion n'était que de 70% entre 2004 et 2008 : durant cette période on a compté plus de 420 logements collectifs mis en chantier (15% des constructions contre 9% sur les autres périodes) et 80 logements en résidence (3% des mises en chantier).

Rapporté au stock de logements en 2009, on compte en moyenne annuelle 18,5 mises en chantier pour 1 000 logements dans le Pays de Quimperlé entre 2004 et 2008. Ce ratio est du niveau de celui observé dans l'ensemble de la Bretagne, et supérieur à l'observation cornouaillaise. Entre 2009 et 2011, ce ratio chute à 11,1 logements mis en chantier par an pour 1 000 logements en stock, dans le Pays de Quimperlé. Il est alors inférieur à celui observé à tous les autres échelons géographiques : 12,0 en Cornouaille et 13,8 en Bretagne.

Logements commencés par trimestre dans le Pays de Quimperlé

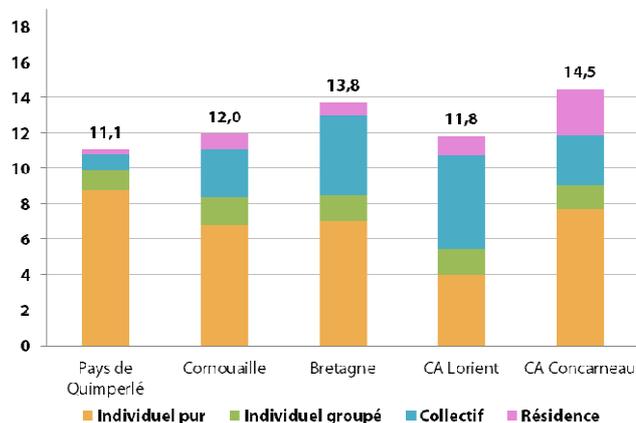
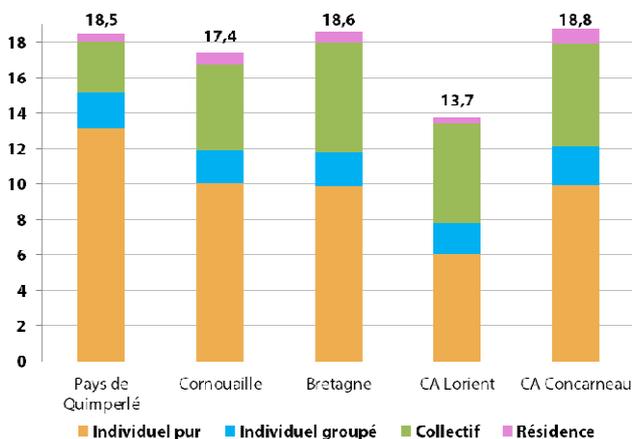
(En date de prise en compte)



Ratio annuel de construction (Moyenne annuelle de mises en chantier / logements 2009)

Entre 2004 et 2008

Entre 2009 et 2011





Rédaction : Audrey Naulin, Dominique Pennec – Quimper Cornouaille Développement

Agence de Développement Economique et d'Urbanisme de Quimper Communauté et de Cornouaille

3 rue Pitre Chevalier – CS 40002 – 29018 Quimper Cedex

Tel 02 98 10 34 00 – Fax 02 98 10 34 10

www.quimper-cornouaille-developpement.fr